



EDITION MULTI MEDIA ELECTRONIQUES

Société anonyme au capital de 2 516 990 €

**Siège social : Immeuble Vision Défense, 89/91 boulevard National – 92 257 La Garenne-
Colombes Cedex
RCS Nanterre 393 588 595**

RAPPORT FINANCIER ANNUEL

2008/09

(Exercice du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009)

Des exemplaires du présent Rapport Financier Annuel sont disponibles au siège social de EMME 91 boulevard National – 92257 La Garenne-Colombes Cedex ainsi que sur le site Internet de EMME http://www.emme-finance.com/version_fr/info_reglement.htm

1. ATTESTATION DU RESPONSABLE

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de EMME et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de EMME et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés. »

La Garenne-Colombes, le 31 juillet 2009

Jean Guetta

Président Directeur Général

2. COMPTES CONSOLIDES ARRETES AU 31 MARS 2009

2.1. COMPTE DE RESULTAT (EN MILLIERS D'EUROS)

Compte de Résultat consolidé (en milliers d'euros)	Note	Exercice clos le 31.03.2009 (12 mois)	Exercice clos le 31.03.2008 (12 mois)
Chiffre d'affaires		25 179	26 058
Autres produits		177	118
Produits des activités ordinaires	3.1 et 3.2	25 356	26 176
Royalties		-4 384	-4 966
Achats de matières premières et variation de stock		-10 064	-9 581
Charges de personnel	3.3	-3 822	-6 342
Autres charges d'exploitation	3.4	-5 944	-6 557
Variation nette des amortissements et provisions		-190	-3 195
Total charges d'exploitation		-24 404	-30 641
Résultat opérationnel courant		952	-4 465
Produits et charges opérationnels non courants	3.5	-2 616	-2 386
Résultat sur cession de titres de participation	3.6	0	1 322
Dépréciation Goodwill et immobilisations incorporelles	3.7	0	-3 465
Résultat opérationnel		-1 664	-8 994
Résultat financier	3.8	211	-115
Impôt sur les bénéfices	3.9	-448	-624
Résultat des activités poursuivies		-1 901	-9 733
Résultat des activités abandonnées			0
Résultat Net		-1 901	-9 733
Part des minoritaires			
Résultat Net - part du Groupe		-1 901	-9 733
Bénéfice net par action			
<i>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation</i>		2 516 990	2 457 305
Résultat net - part du Groupe (en euros)		-0,76	-3,96
<i>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation dilué</i>		2 523 009	2 523 009
Résultat net - part du Groupe (en euros)		-0,76	-3,96

2.2. BILAN CONSOLIDE

ACTIF		31.03.2009	31.03.2008
(en milliers d'euros)	Notes	Net	Net
Ecarts d'acquisition	4.1	3 351	4 512
Immobilisations Incorporelles	4.2	898	1 056
Immobilisations Corporelles	4.2	191	292
Actifs financiers non courants	4.2	141	185
Total Actif Non Courant		4 581	6 045
Stocks	4.3	1 758	2 654
Clients et Comptes rattachés	4.4	3 684	6 414
Autres créances	4.4	9 226	2 090
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.5	2 379	8 473
Charges constatées d'avance		3 722	4 207
Total Actif Courant		20 769	23 838
TOTAL ACTIF		25 350	29 883

PASSIF		31.03.2009	31.03.2008
(en milliers d'euros)			
Capital		2 517	2 517
Primes liées au capital		18 025	18 025
Réserves consolidées		-9 570	166
Réserves de conversion		-1 831	-424
Résultat de l'exercice		-1 901	-9 733
Capitaux Propres - part du Groupe		7 240	10 551
Intérêts minoritaires		0	0
Total des Capitaux Propres		7 240	10 551
Provisions pour Risques et Charges à Long Terme	4.6	2 594	2 581
Dettes Financières à Long Terme	4.7	222	497
Total Passif Non Courant		2 816	3 078
Dettes Financières à Court Terme		137	750
Fournisseurs et Comptes Rattachés	4.8	9 170	11 500
Autres Dettes	4.8	5 987	4 004
Total Passif Courant		15 294	16 254
TOTAL PASSIF		25 350	29 883

2.3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	31.03.2009 (12 mois)	31.03.2008 (12 mois)
Résultat net total des sociétés consolidées	-1 901	-9 733
Elimination des amortissements et provisions	1 863	6 459
Elimination des plus ou moins values de cession	10	-1 315
CAF après coût de l'endettement net et impôts	-28	-4 589
Charge d'impôt (y compris différés)	448	624
CAF avant coût de l'endettement net et impôts	420	-3 965
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	-5 171	1 406
Flux net généré par l'activité	-4 751	-2 559
Acquisition d'immobilisations	-429	-455
Cessions d'immobilisations	51	90
Incidence des variations de périmètre	-37	-20
Flux net provenant des (affecté aux) investissements	-415	-385
Dividendes versés par la société mère		
Augmentation (réduction) de capital		1 900
Rachat et revente d'actions propres		62
Emissions d'emprunts		
Remboursements d'emprunts	-137	-230
Intérêts d'emprunt net versés		
Flux net provenant du (affecté au) financement	-137	1 732
Incidence de la variation des taux de change	-41	-278
Variation de la trésorerie nette	-5 344	-1 490
Trésorerie nette d'ouverture	7 723	9 213
Trésorerie nette de clôture	2 379	7 723

2.4. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers d'euros)	Capital Social	Prime d'émission	Réserves consolidées	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 01/04/2006	2 233	16 118	-455	-396	2 532	20 032	-895	19 138
Augmentation du capital	44	247				291		291
Affectation du résultat			2 532		-2 532	0		0
Ecart de conversion				66		66		66
Stock options			952			952		952
Actions propres			-9			-9		-9
Autres variations			369			369	- 4	365
Résultat					-1 454	-1 454	-651	-2 105
Capitaux propres au 31/03/07	2 277	16 365	3 389	-330	-1 454	20 247	-1 550	18 697
Augmentation du capital	240	1 660				1 900		1 900
Affectation du résultat			-1 454		1 454	0		0
Ecart de conversion				-94		-94		-94
Actions propres			62			62		62
Réaffectation des minoritaires			-1 550			-1 550	1 550	0
Autres variations			-281			-281		-281
Résultat					-9 733	-9 733		-9 733
Capitaux propres au 31/03/08	2 517	18 025	166	-424	-9 733	10 551	0	10 551
Affectation du résultat			-9 733		9 733	0		0
Ecart de conversion				-1 407		-1 407		-1 407
Autres variations			-3			-3		-3
Résultat					-1 901	-1 901		-1 901
Capitaux propres au 31/03/09	2 517	18 025	-9 570	-1 831	-1 901	7 240	0	7 240

2.5. ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2008

Les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire.

Généralités

Emme (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Elle est cotée à Paris.

Les états financiers consolidés au 31 mars 2009 reflètent la situation comptable de Emme et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associés et coentreprises.

Le conseil d'administration a arrêté les états financiers consolidés le 11 juin 2009 et donné son autorisation de publication des états financiers consolidés au 31 mars 2009. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires.

Faits marquants de l'exercice

Tout au long de l'exercice, le Groupe Emme a poursuivi ses efforts de rationalisation, principalement sur la France et l'Allemagne. Emme a également levé l'option permettant le rachat des parts détenues par les actionnaires minoritaires de Emme Deutschland (pour 37K€) afin de porter sa participation à 100%.

1. PRINCIPES COMPTABLES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés au 31 mars 2009 du groupe EMME sont établis selon les principes comptables appliqués par le Groupe. Ces principes comptables sont décrits dans les notes suivantes 1.1 à 1.23.

L'exercice 2008 – 2009 a été marqué par une crise économique et financière dont l'impact ne peut être apprécié de façon précise. Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis en prenant en compte cet environnement, notamment pour la valorisation des actifs. Les actifs incorporels, ont été évalués sur la base d'hypothèses qui s'appuient sur les données existantes sur le marché à la date de clôture mais également sur des conséquences, limitées dans le temps, de cette crise économique et financière.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2009 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales International Financial Reporting Standards (IFRS) applicables à cette date, telles qu'adoptées par l'Union Européenne et disponibles sur le site

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission

Les principes retenus pour l'établissement des informations financières résultent de l'application des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 31 mars 2009.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2008, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

- IFRIC 11 - IFRS 2 - Actions propres et transactions intra-groupe
- Amendements d'IAS 39 et d'IFRS 7 - Reclassement des actifs financiers

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008 est sans incidence sur les comptes de Emme :

- IFRIC 12 - Accords de concessions de services publics – endossée par l'Union Européenne en mars 2009, mais avec une date d'application obligatoire dans l'UE différée aux exercices ouverts à compter du 29 mars 2009 ;
- IFRIC 14 - IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction - endossée par l'Union Européenne en décembre 2008 mais avec une date d'application obligatoire dans l'UE différée pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2008.

S'agissant des normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne au 31 mars 2009, et dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2008, le groupe Avanquest a décidé de ne pas appliquer par anticipation :

- IFRS 8 Secteurs opérationnels
- Amendement d'IAS 1 - Présentation des états financiers (révisée)
- Amendement d'IAS 23 - Coûts d'emprunts
- Amendements d'IAS 32 et IAS 1 - Instruments financiers remboursables et obligations naissant lors de la liquidation
- Améliorations des IFRS (Mai 2008).
- IFRIC 13 - Programmes de fidélisation de la clientèle
- Amendement d'IFRS 2 - Paiements fondés sur des actions : conditions d'acquisition et annulations
- IFRIC 14 - IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction

En outre, le groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 31 mars 2009 :

- IFRS 3 (Révisée) - Regroupements d'entreprises
- Amendements d'IAS 27 - États financiers consolidés et individuels
- Amendements d'IAS 39 - Instruments financiers : comptabilisation et évaluation : Eléments éligibles à la couverture
- IFRIC 15 - Accords de construction de biens immobiliers
- IFRIC 16 - Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger
- IFRIC 17 - Distributions en nature aux propriétaires
- IFRIC 18 – Transferts d'actifs par des clients
- Amendements d'IFRIC 9 et IAS 39 : Dérivés incorporés
- Amendement d'IFRS 7 : Investissements dans des instruments de dette
- Amendement d'IFRS 7, Améliorations des informations à fournir sur les instruments financiers

Le Groupe estime qu'à ce stade de l'analyse, l'impact de l'application de ces nouvelles normes ne peut être connu avec une précision suffisante.

Information sectorielle

Basée sur l'analyse des critères de risques, de rentabilité et de l'organisation interne du groupe, l'information sectorielle est présentée par zone géographique . Les zones géographiques retenues sont les suivantes :

- France
- Royaume-Uni
- Allemagne
- Europe hors Royaume-Uni/France et Allemagne

Les données financières présentées pour l'information sectorielle suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers globaux.

METHODE DE CONSOLIDATION

1.1 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés annuels comprennent les états financiers de Emme et de ses filiales préparés au 31 mars de chaque année. Les filiales sont consolidées à partir du moment où le groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du groupe.

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales ainsi que les intérêts du groupe dans les éventuelles entreprises associées et coentreprises.

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote (filiales) sont consolidées par intégration globale. Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires (coentreprises) sont consolidées suivant la méthode de l'intégration proportionnelle. Les sociétés détenues à moins de 50% mais sur lesquelles le groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont consolidées par mise en équivalence.

La liste complète des sociétés intégrées au périmètre de consolidation et les méthodes y afférentes sont fournies en note 2.

1.2 TRANSACTIONS INTERNES AU GROUPE

Les opérations et transactions réciproques entre entreprises consolidées sont éliminées, de même que les profits résultant de ces transactions. Cette élimination est réalisée en totalité si l'opération est réalisée entre deux entreprises intégrées globalement, à hauteur du pourcentage d'intégration de l'entreprise si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise intégrée proportionnellement et à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence si l'opération est réalisée entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

1.3 OPERATIONS EN MONNAIE ETRANGERE

Les transactions en devises étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle en appliquant le cours de change en vigueur à la date de la transaction. A la clôture de l'exercice les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les pertes ou gains de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées en résultat financier.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés et conservés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

1.4 CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES SOCIETES ETRANGERES

Les comptes consolidés sont établis en euros.

Les actifs et passifs des sociétés intégrées au périmètre dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.

Les produits, les charges et les flux de trésorerie de ces sociétés sont convertis en euro au cours de change moyen de la période.

Tous les écarts de change en résultant sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres (« Écarts de conversion »). Lors de la sortie d'une entité étrangère, les écarts de change cumulés sont comptabilisés dans le compte de résultat comme une composante du profit ou de la perte de sortie.

Tout écart d'acquisition et tout ajustement à la juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont comptabilisés comme un actif ou un passif de la société acquise. Ils sont donc libellés dans la monnaie de l'activité à l'étranger et convertis au cours de clôture.

1.5 REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des normes IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel, représentatif de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en écart d'acquisition. Si, après ré estimation, la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

REGLES ET METHODES D'EVALUATION

1.6 RECOURS A DES ESTIMATIONS

Pour établir ses comptes la direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La direction du Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figureront dans ses futurs états financiers sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations significatives faites par la direction du Groupe portent notamment sur l'évolution des engagements envers les salariés, les stock-options, les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les dépréciations et les actifs d'impôts différés.

1.7 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

➤ Immobilisations incorporelles :

Les logiciels acquis sont principalement constitués des logiciels acquis et destinés à usage interne. Les frais de production des CD ROM engagés par le Groupe EMME, relatifs à la production de logiciels-mères dont les reproductions seront vendues, sont immobilisés.

Ces immobilisations incorporelles sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilisation prévue soit :

- Logiciels acquis 12 mois
- Frais de production 18 mois

Les marques, catalogues de titres et technologies dont la durée de vie est indéterminée font l'objet de tests de perte de valeur conformément à la norme IAS 36.

➤ **Immobilisations corporelles :**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées d'utilité suivantes :

- Agencements, aménagements divers 5 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Matériel de bureau et informatique 5 ans
- Mobilier 5 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

1.8 ECARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis depuis la date de transition aux IFRS conformément à la norme IFRS 3. Ils font désormais l'objet une fois par an d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des divisions opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris écarts d'acquisition). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des divisions opérationnelles ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

Un test de dépréciation a été effectué à la date de transition aux IFRS ainsi qu'aux exercices suivants.

- Aucune dépréciation n'a été constatée au titre de l'exercice 2006/2007.
- Des dépréciations sur les écarts d'acquisition de Mediamix et de Wings ont été passées pour respectivement 351 K€ et 70 K€ au 31 mars 2008.

Les tests de dépréciations effectués au 31 mars 2009, pour chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) ayant donné lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition, sur la base des prévisions de cash flow à l'infini actualisées au taux de 9.5 % avec un taux de croissance perpétuelle de 2%, n'ont pas donné lieu à la comptabilisation de dépréciations supplémentaires. Une variation de 0,5% de chacun de ces deux taux n'aurait pas conduit à constater de dépréciation.

1.9 ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers sont comptabilisés et évalués par le Groupe conformément à IAS 39 à compter du 1^{er} avril 2005, date de première application de cette norme.

Les actifs financiers, hors trésorerie et instruments dérivés actifs sont classés suivant l'une des 4 catégories suivantes :

- Actifs détenus à des fins de transaction ;
- Prêts et créances ;
- Actifs détenus jusqu'à l'échéance ;
- Actifs disponibles à la vente.

Le Groupe détermine la classification des actifs financiers lors de leur comptabilisation initiale, en fonction de l'intention suivant laquelle ils ont été acquis. Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

1.10 STOCKS

Les stocks de CD ROM sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient (fabrication, pressage, emballages, ...) sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente. Les stocks considérés comme non vendables sont totalement dépréciés.

1.11 CLIENTS ET AUTRES CREANCES

Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur. Leur valeur nominale étant proche de leur juste valeur, ces postes sont valorisés à leur valeur nominale.

1.12 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées d'avances sur royalties pour leur part non consommée.

Lors de la signature d'un contrat d'édition ou de distribution avec des tiers, les sociétés du Groupe EMME peuvent être amenées à verser des avances sur royalties futures. Les royalties dues au titre des ventes de produits sont par la suite imputées sur ces avances, à due concurrence de leur montant, et ne donnent donc pas lieu à un paiement de la part des sociétés du Groupe EMME. En fin d'année, le solde des avances non « récupérées » (par le biais de l'imputation des royalties) est comptabilisé à l'actif du bilan en charges constatées d'avance.

1.13 TITRES D'AUTOCONTROLE

Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

Ce principe comptable ne s'applique qu'à compter du 1er avril 2005, date de première application des normes IAS 32 et 39. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées.

1.14 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles sont constituées de :

- Provisions relatives aux avances sur royalties
Elles concernent exclusivement les avances sur royalties portées en charges constatées d'avance. Elles sont destinées à couvrir le risque de non-recouvrement de ces avances.
- Provisions pour litiges principalement commerciaux
Elles incluent les débours estimés au titre de litiges, contentieux et actions de réclamation de la part des tiers.
- Autres provisions qui incluent principalement les coûts sociaux et les provisions pour restructuration.

1.15 PROVISIONS POUR PENSIONS, INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, les salariés du groupe peuvent percevoir des indemnités lors de leur départ à la retraite ou des pensions postérieurement à leur départ. Les engagements correspondants sont pris en charge en fonction des droits acquis par les bénéficiaires sous forme de provisions.

Pour les régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ;
- La méthode dite du corridor n'est pas appliquée. Les écarts actuariels, dégagés chaque exercice, sont directement comptabilisés en charge de personnel.

Le traitement comptable des options de souscription ou d'achats d'actions attribuées aux salariés est décrit dans la note ci-après.

1.16 PASSIFS FINANCIERS

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

1.17 IMPOTS DIFFERES

Conformément à la norme IAS 12, des impôts différés sont calculés sur les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges non courantes ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

1.18 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les

comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Les découverts bancaires assimilables à un financement sont également exclus de la trésorerie.

Les équivalents de trésorerie comprennent les SICAV et dépôts à terme, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (d'une durée inférieure à 3 mois) et ne présentent pas de risque significatif de pertes de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêts.

Conformément à la norme IAS 39 « Instruments financiers », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

1.19 CHIFFRE D'AFFAIRES

Les revenus sont constitués par les ventes de CD-Rom, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.).

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Les ventes de CD-Rom sont comptabilisées à la livraison. Le chiffre d'affaires est minoré des retours sur invendus qui, à la clôture, sont estimés sur la base des dernières données disponibles ainsi que des remises qui sont contractuellement dues.

1.20 RESULTAT OPERATIONNEL COURANT ET RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel courant est représenté par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les coûts des litiges non commerciaux, les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles, les dépréciations des écarts d'acquisition et d'immobilisations incorporelles, le résultat de cession sur titres de participation.

1.21 OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS

Le groupe attribue à ses salariés et à ses administrateurs des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions. Les règles applicables peuvent être différentes en fonction des plans. Les stock-options sont définitivement acquises au bout d'une période de deux ans de présence à compter de la date d'attribution. Elles peuvent être exercées deux ans après leur acquisition définitive. Les stock-options ne pourront être exercées au-delà de 10 ans après la date d'attribution. Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait uniquement sous forme d'action.

Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « Paiement en actions », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux administrateurs sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres réserves » par le débit d'un compte de résultat « charges de personnel » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.
- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

1.22 RESULTATS PAR ACTION

Le résultat de base par action non dilué est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires auto détenues.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe ajusté des éventuels impacts dilutifs par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent notamment les stock-options et les actions gratuites.

1.23 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES FINANCIERS

En matière de risque de change, le chiffre d'affaires de chaque entité du groupe est essentiellement réalisé dans la monnaie du pays où est installée l'entité. Le groupe ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est à taux fixe

2/ EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les participations de Emme dans les sociétés Emme Deutschland et Wings ont été portées à 100 %, pour un coût respectif de 37 K€ pour les 25.87% de Emme Deutschland et 3 € pour les 30% de Wings.

Le périmètre comprend les sociétés suivantes :

Nom	Siège	% de contrôle	% d'intérêts	Date de clôture des comptes sociaux	Date de première consolidation	Secteur d'activité
Emme SA	Paris - France	Société consolidante		31 mars	-	Edition & distribution Multimédia
Mediamix	Bruxelles - Belgique	100,00%	100,00%	31 mars	1-avr-98	Edition & distribution Multimédia
Société de participation Emme Belgique (SPEB)	Bruxelles - Belgique	100,00%	100,00%	31 décembre	1-avr-98	Holding
Avanquest Publishing Ltd (ex GSP LTD)	Cambridge - UK	100,00%	100,00%	31 mars	1-avr-00	Edition & distribution Multimédia
GSP sarl	Paris - France	100,00%	100,00%	31 mai	1-avr-00	Edition & distribution Multimédia
Anten	Montpellier - France	100,00%	100,00%	31 mars	1-juil-00	Production Multimédia
Wings	Barcelone - Espagne	100,00%	100,00%	31 décembre	1-oct-01	Edition & distribution Multimédia
Emme Deutschland (Modern Games)	Cologne - Allemagne	100,00%	100,00%	31 décembre	1-nov-02	Edition & distribution Multimédia
Educinvest	Paris - France	100,00%	100,00%	31 mars	1-août-04	Edition & distribution Multimédia

Les variations de périmètre par rapport au 31 mars 2008 portent sur le rachat des minoritaires de Emme Deutschland et Wings. Elles n'ont pas eu d'impact significatif sur les écarts d'acquisition ou les comptes consolidés du Groupe Emme. En effet, la quote-part des minoritaires dans les capitaux propres et le résultat avait été réintégrée au niveau de la part du Groupe du fait du non engagement par les minoritaires à contribuer aux pertes à hauteur de leur participation dans les filiales allemandes et espagnoles.

3/ NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3.1 PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES

RUBRIQUES	Exercice clos le 31.03.2009	Exercice clos le 31.03.2008
Ventes de CD ROM (y compris licences)		
France	8 597	10 172
Union Européenne	13 815	11 780
Autres pays Export	1 438	2 588
Total ventes de CD ROM	23 850	24 540
Ventes diverses France	1 245	1 293
Ventes diverses export	261	343
Total produits des activités ordinaires	25 356	26 176
% chiffre d'affaires France	38,8%	43,8%
% chiffre d'affaires Export	61,2%	56,2%

3.2 INFORMATIONS PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Un secteur d'activité est un sous-ensemble d'une entreprise qui est exposé à des risques et à une rentabilité qui sont différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité. Au niveau du groupe, il n'a été déterminé qu'un seul secteur d'activité correspondant à l'édition de contenus multimédias interactifs.

Les principes comptables retenus pour la détermination des résultats des différentes zones géographiques sont identiques à ceux qui sont présentés dans la note « principes comptables ».

Les zones géographiques correspondent aux pays où sont implantées les sociétés du Groupe :

Zone géographique	France	UK	Allemagne	Europe hors France & UK & All.	Eliminations	Total
Produits activités ordinaires	11 030	11 066	3 873	40	-653	25 356
Résultat opérationnel courant	-1 134	1 798	405	15	-132	952
Résultat opérationnel non courant	-1 690	-113	-813			-2 616
Variation nette des amortissements et provisions	1 887	266	-616			1 537
Actifs non courants	3 683	3 566	968	2	-2 441	5 778
Dettes Financières LT et CT	359		2 441	2 272	-4 713	359
Variation nette des amortissements et provisions	1 887	266	-616			1 537
Total bilan	34 604	2 271	12 424	2 802	-25 554	26 547

3.3 CHARGES DE PERSONNEL

RUBRIQUES	Exercice clos le 31.03.2009 (12 mois)	Exercice clos le 31.03.2008 (12 mois)
Salaires et traitements	2 983	4 867
Charges sociales	839	1 494
Engagements de retraite		-20
TOTAL	3 823	6 342

Effectifs	31.03.2009	31.03.2008
Cadres	24	37
Non cadres	52	65
TOTAL	76	102

Païement fondé sur des actions : plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions :

Toutes les charges relatives au titre des paiements fondés sur les actions ont été comptabilisées, et leur dernier impact sur les comptes date de l'exercice 2006/2007. En outre, lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait uniquement sous forme d'action.

Les stocks options restant à exercer sont au nombre de 6 019. Elles ont été accordées par le conseil d'administration du 5 décembre 2001. Sur ces stocks options, 2 833 expirent le 4/12/2011 et 3 186 le 27/02/2013

3.4 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Les autres charges d'exploitation sont constituées essentiellement par :

- des dépenses de publicité	2 203 K€	(2 990 K€ au 31.03.2008)
- des facturations de prestations administratives et commerciales	1 512 K€	(0 K€ au 31.03.2008)
- des coûts de location (yc charges)	685 K€	(883 K€ au 31.03.2008)
- des frais de transport et de déplacement	459 K€	(548 K€ au 31.03.2008)
- des honoraires	413 K€	(488 K€ au 31.03.2008)

3.5 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

Rubrique	31.03.2009	31.03.2008
Produits	79	641
Charges	-2 695	-3 027
Total autres produits et charges opérationnels non courants	-2 616	-2 386

Le résultat opérationnel non courant correspond principalement :

- Aux coûts de restructuration dont 832 K€ pour la filiale allemande Emme Deutschland et 1 624 K€ pour la réorganisation française,
- Pour le reste, aux coûts exceptionnels engagés sur des litiges non commerciaux

3.6 RESULTAT SUR CESSION DE TITRES DE PARTICIPATION

Aucune cession de titres de participation n'a été réalisée au courant de l'exercice 2008/2009.

3.7 DEPRECIATION ECARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Aucune dépréciation d'écarts d'acquisition ou d'immobilisations incorporelles n'a été effectuée au courant de l'exercice 2008/2009

3.8 RESULTAT FINANCIER

RUBRIQUES	Semestre clos le 31.03.2009 (12 mois)	Semestre clos le 31.03.2008 (12 mois)
Intérêts et autres produits financiers	338	231
Reprises sur provisions		
Intérêts et autres charges financières	-71	-95
Dotations aux provisions		-1
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	267	135
Gains de change	24	30
Pertes de change	-87	-272
Autre produits et charges financières	7	-8
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	-56	-250
RESULTAT FINANCIER	211	-115

3.9 IMPOTS

Effet des impôts sur les résultats	31.03.2009	31.03.2008
Impôt exigible	-448	-286
Impôt différé		-338
Charge (ou produit) d'impôt	-448	-624

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

	31.03.2009	31.03.2008
Résultat net - part du Groupe	-1 901	-9 733
Charge d'impôt	448	624
Perte de valeur et badwill		3 465
Résultat net taxable	-1 453	-5 644
Taux d'impôt en vigueur	33,33%	33,33%
Impôt théorique	484	1 881
Déficits créés sur l'exercice	-1 100	-2 295
Différence de taux d'impôt	98	26
Incidence des différences temporaires		-338
Autres	70	102
Charge d'impôt comptabilisée	-448	-624
Taux effectif d'impôt	NS	NS

3.10 RESULTAT PAR ACTION

Le capital social de Emme S.A. est constitué au 31 mars 2009 de 2.516.990 actions d'une valeur nominale de 1 Euro, soit 2 516 990 €.

Le calcul du résultat de base et dilué par action attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère est basé sur les données suivantes :

	Nombre d'actions			
	Non dilué	Stocks options "en vie"	Actions gratuites	Dilué
31 mars 2008	2 516 990	6 019		2 523 009
Options caduques				0
Exercice de stock options				0
Echange actions gratuites Avanquest				0
Augmentation de capital	0			0
31 mars 2009	2 516 990	6 019	0	2 523 009

4/ NOTES SUR LE BILAN

4.1 ECARTS D'ACQUISITION

La valeur nette des écarts d'acquisition s'élève à 4 548 K€. Ces écarts d'acquisition ont fait l'objet de tests de dépréciation annuel sur la base de la méthode de la valeur actualisée des cash flow futurs. Ces tests n'ont pas conduit à constater de dépréciation supplémentaire. Les calculs ont été effectués au 31 mars 2009, pour chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) ayant donné lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition, sur la base des prévisions de cash flow à l'infini actualisées au taux de 9.5 % avec un taux de croissance perpétuelle de 2%.

UGT	Au 31.03.2008	Acquisition	Constatation écart conversion	Au 31.03.2009
GSP Ltd	3 356	0	-1 197	2 159
Anten	218	0		218
Modern Games	893	36		929
Educinvest	45	0		45
Total	4 512	36	-1 197	3 351

Hypothèses de prévision des Cash-Flow	Exercice 2007/2008	Exercice 2008/2009
Taux d'actualisation	10.93%	9.5%
Taux de croissance perpétuelle	2%	2%

4.2 ACTIFS NON COURANTS

4.2.1 TABLEAUX DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Immobilisations incorporelles Valeur brute	31.03.2008	Augmentations Produites en interne	Acquisées	Ecart conversion	Reclassement	31.03.2009
Frais de recherche	2 802					2 802
Logiciels acquis et frais de production	5 041	36	143	-18	57	5 259
Marques	550					550
Catalogue de titres	2 552					2 552
Technologies et savoir-faire	440					440
Immo incorporelles en cours (frais de production)	57		157		-57	157
Total	11 442	36	300	-18	0	11 760

Immobilisations incorporelles Amortissements et dépréciations	31.03.2008	Dotations	Ecart conversion	Diminutions	31.03.2009
Frais de recherche	-2 801				-2 801
Logiciels acquis et frais de production	-4 542	-493	17		-5 018
Marques	-121				-121
Catalogue de titres	-2 552				-2 552
Technologies et savoir-faire	-370				-370
Total	-10 386	-493	17		-10 862

Immobilisations incorporelles Valeur nette	31.03.2008	31.03.2009
Frais de recherche	1	1
Logiciels acquis et frais de production	499	241
Marques	429	429
Catalogue de titres		
Technologies et savoir-faire	70	70
Immo incorporelles en cours (frais de production)	57	157
Total	1 056	898

4.2.2 TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Immobilisations corporelles	31.03.2008	Augmentations	Diminutions	Reclassement	Ecart conversion	31.03.2009
Valeur brute	1 355	93	-233	-10	-105	1 100
Dépréciation	-1 063	-151	217	10	78	-909
Valeur nette	292	-58	-16	0	-27	191

Actifs financiers	31.03.2008	Augmentations	Diminutions	31.03.2009
Dépôts et cautionnements	159		-19	140
Prêts	36		-25	11
Provision	-10			-10
Total	185		-44	141

4.3 STOCKS

Les stocks sont principalement constitués de CD-Rom.

STOCKS	31.03.2009 Net	31.03.2008 Net
Marchandises	1 758	2 654
TOTAL	1 758	2 654

Des stocks de valeur brute 2 948 K€ ont été ramenés à une valeur nette de 1 758 €.

4.4 ECHEANCE DES CREANCES

RUBRIQUES	Montant	Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d' 1 an	Echéance à plus de 5 ans
Clients et comptes rattachés	3 684	3 684		
Autres créances	9 226	9 226		
Charges constatées d'avance (cf commentaire)				
TOTAL GENERAL	12 910	12 910		-

Les autres créances sont composées pour 6 433 K€ par des comptes courants envers les sociétés du Groupe Avanquest. Ces comptes courants étaient présentés au 31 mars 2008 en équivalent de trésorerie pour un montant de 4 350 K€. Ils ont été reclassés dans l'attente de mise en place de financements spécifiques. De la même façon, les comptes courants passifs pour un montant de 818 K€ ont été présentés en autres dettes alors qu'ils étaient présentés au 31 mars 2008 en équivalent de trésorerie passif pour un montant de 750 K€.

Les charges constatées d'avance, représentant un montant de 3 722 K€ au 31 mars 2009, sont constituées par des avances de royalties dont l'échéance est hétérogène selon les produits concernés.

Répartition des échéances des comptes clients et rattachés :

	Non échu	Moins de 90j	Plus de 90j	Total
Comptes clients (brut)	2 658	-424	2 573	4 807
Provision dépréciation			-1 124	-1 124
Net compte clients	2 658	-424	1 449	3 683

4.5 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

RUBRIQUES	31.03.2009	31.03.2008
Valeurs mobilières de placement	662	2 029
Comptes à terme (placements à court terme, porteurs d'intérêts)		
Disponibilités	1 717	6 448
Total trésorerie brute	2 379	8 477
Provision pour dépréciation VMP		-4
Trésorerie active nette de provision	2 379	8 473
Découverts bancaires/intérêts courus non echus		-750
Total trésorerie nette de provision	2 379	7 723

4.6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

RUBRIQUES	31.03.2008	Dotation	Reprise (prov. utilisée)	Reprise (prov. non utilisée)	Reclassement	Ecart conv.	31.03.2009
Avances sur royalties	1 375	126					1 501
Litiges principalement commerciaux	19						19
Engagements de retraite	4						4
Provision pour restructuration	1 064	1 088			-1 146	-48	958
Autres	120	5				-13	112
TOTAL	2 582	1 219	0	0	-1 146	-61	2 594

Les provisions pour restructuration concernant Avanquest Publishing UK, ont été reclassées en charges à payer au 30 septembre 2008.

4.7 PASSIFS FINANCIERS

RUBRIQUES	31.03.2008	Augmentation	Diminution	Reclassement	Variation de périmètre	31.03.2009
Emprunts auprès étab. de crédit	497		-138			359
Passifs financiers à long terme	497	0	-138	0	0	359
Emprunts auprès étab. de crédit	0					0
Decouverts bancaires						
Autres emprunts	750		-750			0
Passifs financiers à court terme	750	0	-750	0	0	0
TOTAL GENERAL	1 247	0	-888	0	0	359

Pour la diminution des 750 K€, se référer au paragraphe 4.4.

4.8 ECHEANCE DES AUTRES PASSIFS NON FINANCIERS

RUBRIQUES	Montant brut	Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d' 1 an	Echéance à plus de 5 ans
Fournisseurs	7 835	7 835		
Avances et acomptes reçus	1 337	1 337		
Passifs sociaux et fiscaux	1 889	1 889		
Autres passifs	4 036	4 036		
Produits constatés d'avance	60	60		
TOTAL GENERAL	15 157	15 157	-	

4.9 ENGAGEMENT HORS BILAN

Les engagements reçus et donnés hors bilan du groupe concernent essentiellement les engagements suivants

Engagements financiers reçus : néant

Engagements financiers donnés :

ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES	31.03.2009	31.03.2008
Nantissement hypothèques et sûretés réelles		
Autres engagements donnés	30	67
TOTAL	30	67

1 371 097 actions Emme ont été nanties au profit de banques.

Les autres engagements financiers donnés sont :

- Garantie financière donnée par Emme pour les achats effectués par Educinvest chez Interforum pour un encours de 30 K€ annuels pour les éditeurs VUEF et Nathan, et ce jusqu'au 31 décembre 2009.

Les engagements hors bilan font l'objet d'un suivi spécifique assuré par la Direction Financière. Le cas échéant, les opérations de couverture sont initiées par le Directeur Financier.

La présentation des engagements hors bilan dans ce document n'omet pas l'existence d'un engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

4.10 DIVIDENDES

AUCUN DIVIDENDE N'A ETE VOTE, NI DISTRIBUE DURANT L'EXERCICE.

4.11 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Absence d'événement postérieur à la clôture.

4.12 INFORMATION SUR LA REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

La rémunération brute globale des dirigeants inclut la rémunération des membres des organes d'administration et de direction de la société mère :

	2008/09	2007/08
Rémunération fixe	775	115
Rémunération variable	22	
Avantages en nature	38	90
Jetons de présence	15	
Total avantages du personnel à court terme	850	205
Indemnités de fin de contrat	798	110
Paiements fondés sur des actions	206	
TOTAL	1.854	315

2.6. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2009 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société EMME, tels qu'ils sont joints au présent rapport
- la justification de nos appréciations
- la vérification spécifique prévue par la loi

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

Le contexte économique actuel entraîne pour les entreprises un manque de visibilité sur le futur, notamment au plan de leur activité. Ce contexte décrit au § 1 de l'annexe crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce.

- La valeur nette comptable des immobilisations incorporelles et des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen par votre société comme cela est décrit aux paragraphes 1.7 « Immobilisations incorporelles et corporelles » et 4.1 « écarts d'acquisition » de l'annexe. Nous avons apprécié le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre, examiné en tant que de besoin la documentation préparée dans ce cadre, apprécié la cohérence des données retenues et revu les calculs effectués par la société. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 28 juillet 2009
Les Commissaires aux Comptes

RSM RSA

APLITEC

Frédéric BEAUJARD

Pierre LAOT

3. COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIETE EMME SA ARRETES AU 31.03.2009

3.1. COMPTE DE RESULTAT

(en euros)	Notes	Exercice clos le 31.03.2009 (12 mois)	Exercice clos le 31.03.2008 (12 mois)
Chiffre d'affaires	(13) (27)	9 625 671	11 273 223
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges		85 599	636 540
Autres produits d'exploitation	(27)	25 341	1 301
Total produits d'exploitation		9 736 611	11 911 064
Autres achats et charges externes	(28)	-8 889 220	-8 059 794
Impôts, taxes et versements assimilés		-50 633	-179 736
Charges de personnel	(37)	-946 563	-2 221 967
Dotations aux amortissements et provisions		-575 540	-2 889 506
Autres charges		-1 124 430	-1 732 718
Total charges d'exploitation		-11 586 386	-15 083 721
Résultat d'exploitation		-1 849 775	-3 172 657
Résultat financier	(29)	-2 197 812	-5 258 486
Résultat courant avant impôt		-4 047 587	-8 431 143
Résultat exceptionnel	(30)	-1 098 509	-390 139
Impôt sur les bénéfices	(33) (36)		-18 181
Résultat Net		-5 146 096	-8 839 463

3.2. BILAN

Actif immobilisé	(17)	21 301 013	-12 796 554	8 504 459	8 581 205
Stocks	(5) (19)	1 781 426	-929 298	852 128	1 589 417
Clients et Comptes rattachés	(6) (19) (20) (23)	3 415 195	-781 788	2 633 407	7 131 271
Autres créances	(6) (19) (20) (23)	14 962 219	-6 271 672	8 690 547	6 974 976
Valeurs Mobilières de placement	(8) (19)	662 136		662 136	2 010 845
Disponibilités	(21)	212 423		212 423	540 164
Charges Constatées d'Avance	(9) (20) (24)	2 488 296		2 488 296	2 632 704
Actif circulant		23 521 695	-7 982 758	15 538 937	20 879 377
Comptes de régularisation	(10) (25)	27 218		27 218	158 872
TOTAL ACTIF		44 849 926	-20 779 312	24 070 614	29 619 454

PASSIF	Notes	31.03.2008	31.03.2008
(en euros)			
Capital social	(18)	2 516 990	2 516 990
Primes d'émission		18 024 559	18 024 559
Réserves réglementées		289 794	289 794
Report à nouveau		-3 648 526	5 190 937
Résultat de l'exercice		-5 146 096	-8 839 463
Capitaux Propres		12 036 721	17 182 817
Provisions pour Risques et Charges	(11) (19)	2 265 979	1 595 943
Emprunts et Dettes assimilées	(20) (22)	1 112 809	504 396
Fournisseurs et Comptes Rattachés	(20) (22)	4 335 800	5 189 338
Autres Dettes	(20) (22)	4 168 939	4 959 767
Produits Constatés d'Avances	(12) (24)	148 103	173 145
Dettes		9 765 651	10 826 646
Comptes de régularisation	(10) (20) (25)	2 263	14 048
TOTAL PASSIF		24 070 614	29 619 454

3.3. ANNEXE

A. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Emme a poursuivi sa réorganisation et sa rationalisation, portant à la fois sur les équipes, les gammes produits, les canaux de distribution.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

1. Les principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de Emme sont établis et présentés conformément au Plan Comptable Général 1999, aux nouvelles règles comptables et aux principes généralement admis, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation et de détermination du résultat sont inchangées d'un exercice à l'autre.

L'exercice 2008 – 2009 a été marqué par une crise économique et financière dont l'impact ne peut être apprécié de façon précise. Les comptes annuels de l'exercice ont été établis en prenant en compte cet environnement, notamment pour la valorisation des actifs. Les actifs incorporels et les immobilisations financières, ont été évalués sur la base d'hypothèses qui s'appuient sur les données existantes sur le marché à la date de clôture mais également sur des conséquences, limitées dans le temps, de cette crise économique et financière.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont constituées par:

- Des coûts d'acquisition des droits de distribution du catalogue de titres :
En l'absence de dispositions contractuelles spécifiques permettant de ventiler le montant forfaitaire entre ces différents éléments constitutifs, le Groupe considère qu'une partie des droits de distribution est assimilable à une participation aux coûts de production du catalogue Infogrames.
En 1997, Emme a versé à Infogrames une redevance de 1,6 million d'euros, dont 762 milliers d'euros ont été affectés aux coûts de production du catalogue et enregistrés directement en charge de l'exercice 1997. Le solde a été immobilisé et est amorti sur une durée de 5 ans. Au 31/03/2005, le catalogue a été entièrement amorti.
- Des logiciels acquis et à usage interne :
Ils sont immobilisés et amortis sur 12 mois.
- Des frais de production de CD ROM engagés par Emme
Ils sont constitués des frais engagés par Emme auprès de prestataires externes et relatifs à la production de logiciels-mères dont les reproductions seront vendues. Ils sont immobilisés et amortis sur 18 mois.
- Un fonds de commerce
En 2005/2006, Emme a procédé au rachat du fonds de commerce de Hachette Multimédia. Le coût et les frais d'acquisition ont été comptabilisés dans ce poste.

- D'autres immobilisations incorporelles
Ce poste comprend les droits incorporels relatifs aux œuvres multimédia des catalogues Hachette Multimédia Education, Jeunesse et Vie Pratique ainsi que les éléments incorporels acquis auprès de Musicalis comprenant notamment le savoir-faire, les dossiers techniques, les procédés de fabrication et l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et industrielle.

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Agencement, aménagement, installations	9 ans linéaire
Matériel de bureau	3 ans linéaire
Mobilier	5 ans linéaire
Matériel et outillage	12 mois linéaire

4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées à leur coût historique.

Pour les titres libellés en devises, leur conversion est faite au cours de change en vigueur lors de leur achat. Une provision est constituée lorsque la valeur de la participation détenue est supérieure à l'estimation de sa valeur d'utilité. Cette valeur est déterminée en fonction de l'actif net ré-estimé de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir.

Les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts de garanties versés par la société et sont valorisées à leur coût d'acquisition.

La société applique notamment la méthode des cash flows futurs actualisés. Les hypothèses existant à la date d'établissement des comptes, en prenant en considération les conséquences limitées dans le temps de la crise économique et financière, peuvent se révéler dans le futur, différentes de la réalité.

5. Stocks

Les stocks de CD ROM sont comptabilisés au prix de revient (fabrication, pressage, emballages, ...) selon une méthode proche du coût moyen pondéré. Les stocks considérés comme non vendables (produits obsolètes par la technicité ou non vendable du fait de changement de gamme) sont totalement provisionnés.

6. Créances clients et autres créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale, et leur valeur d'inventaire fait l'objet d'une appréciation au cas par cas. Pour les créances clients, l'étude de leur solvabilité est réalisée à chaque clôture. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable. Les autres créances sont principalement constituées des comptes courants sur les filiales de Emme et sur la société mère Avanquest Software, et de créances sur l'administration fiscale.

7. Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères

Les transactions libellées en monnaies étrangères sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits à l'actif et au passif du bilan. Les pertes de change latentes font l'objet d'une provision pour perte de change.

8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'achat, selon la méthode du premier entré, premier sorti. Une provision pour dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

9. Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées d'avances sur royalties constatées d'avance pour la part non consommée. Lors de la signature d'un contrat d'édition ou de distribution avec des tiers, EMME peut être amené à verser des avances sur royalties futures. Les royalties dues au titre des ventes de produits sont par la suite imputées sur ces avances, à due concurrence de leur montant, et ne donnent donc pas lieu à un paiement de la part de EMME. En fin d'année, le solde des avances non « récupérées » (par le biais de l'imputation des royalties) est comptabilisé à l'actif du bilan en charges

constatées d'avance. Le risque de non recouvrement de ces avances est couvert par une provision pour risques et charges.

10. Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation sont constitués d'écarts de conversion : les dettes et créances en devises ont été évaluées à leur montant en fin d'exercice au taux de change en vigueur au 31/03/2009. Une provision pour perte de change est constituée lorsque la valeur de réalisation est inférieure à la valeur comptable.

11. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que des évènements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles sont constituées essentiellement de :

- Provisions relatives aux avances sur royalties
Elles concernent exclusivement les avances sur royalties portées en charges constatées d'avance. Elles sont destinées à couvrir le risque de non imputation de ces avances.
- Provisions pour litiges principalement commerciaux
Elles incluent les débours estimés au titre de litiges, contentieux et actions de réclamation de la part des tiers
- Provisions pour coûts de départ dans le cadre de la restructuration
- Provisions pour pertes de change, essentiellement sur le dollar.

12. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués d'avances sur royalties constatées d'avance, facturées aux filiales, pour la part non consommée.

13. Chiffre d'affaires

Les ventes de CD-Rom sont prises en compte à la livraison. Le chiffre d'affaires est minoré des retours sur invendus qui, à la clôture, sont estimés sur la base des dernières données disponibles ainsi que des remises qui sont contractuellement dues. Les revenus générés par les ventes de licences export sont pris en résultat à la date de signature des contrats. Les prestations de service facturées aux filiales par EMMÉ SA ont été comptabilisées en chiffre d'affaires pour l'exercice.

14. Politique de gestion des risques financiers

En matière de risque de change, le chiffre d'affaires de Emme est essentiellement réalisé en Euros. Le groupe ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux, la dette financière est à taux fixe.

15. Indemnités de départ en retraite

Compte tenu de la création récente de la société et de l'âge moyen du personnel, le montant de ces engagements n'est, à priori, pas significatif.

16. Conseil d'Administration

Il n'a pas été alloué de jetons de présence à un membre du conseil d'Administration au titre de l'exercice de sa fonction d'administrateur au cours de la période du 1er avril 2008 au 31 mars 2009.

* *
*

En tant que société tête de groupe, Emme établit des comptes consolidés conformément à l'article L233-16 et suivants du code de commerce. Le Groupe Emme est lui-même consolidé au sein du Groupe Avanquest Software, avec pour tête de groupe la société Avanquest Software.

C. NOTES SUR LES BILAN

Tous les tableaux ci-dessous sont exprimés en euros sauf indication contraire.

1. Immobilisations et amortissements

IMMOBILISATIONS				
RUBRIQUES	Valeur brute ouverture	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute clôture
Couts d'acquisition des droits de distribution	838 470			838 470
Frais de production	6 210 484	115 631		6 326 115
Fonds de commerce	193 570			193 570
Logiciels	228 051	1 676		229 727
Autres immobilisations incorporelles	693 539	157 037	-51 539	799 037
Total immobilisations incorporelles	8 164 114	274 343	-51 539	8 386 918
Immobilisations corporelles	375 952		-154 887	221 065
Immobilisations financières	12 656 108	36 923		12 693 030
TOTAL	21 196 174	311 266	-206 426	21 301 013

AMORTISSEMENTS				
RUBRIQUES	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Clôture
Couts d'acquisition des droits de distribution	-838 470			-838 470
Frais de production	-5 974 389	-289 703		-6 264 092
Fonds de commerce				
Logiciels	-215 898	-13 550		-229 448
Autres immobilisations incorporelles	0			0
Total immobilisations incorporelles	-7 028 757	-303 253	0	-7 332 009
Immobilisations corporelles	-330 372	-31 364	153 031	-208 704
TOTAL	-7 359 129	-334 616	153 031	-7 540 714

Le poste autres immobilisations incorporelles comprend pour 642 K€ les droits incorporels relatifs aux œuvres multimédia des catalogues Hachette Multimédia Education, Jeunesse et Vie Pratique ainsi que les éléments incorporels acquis auprès de Musicalis comprenant notamment le savoir-faire, les dossiers techniques, les procédés de fabrication et l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et industrielle. Ces droits ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 312 K€ basée sur une estimation des revenus futurs attachés à ces droits. Le montant résiduel, soit 157 K€ en brut, correspond à l'immobilisation de frais de production sur des produits non encore commercialisés.

Les immobilisations financières ont fait l'objet de provisions pour dépréciation (cf point 19).

2. Composition du capital social

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en K€)	Capital social	Primes d'émission	Réserves	RAN	Résultat de l'exercice	Capitaux propres
Situation au 31.03.2007	2 277	16 365	224	3 959	1 296	24 122
Affectation du résultat			65	1 231	-1 296	0
Dividendes versés						0
Augmentation de capital	240	1 660				1 900
Résultat de l'exercice					-8 839	-8 839
Situation au 31.03.2008	2 517	18 025	289	5 190	-8 839	17 183
Affectation du résultat				-8 839	8 839	0
Dividendes versés						0
Augmentation de capital	0	0				0
Résultat de l'exercice					-5 146	-5 146
Situation au 31.03.2009	2 517	18 025	289	-3 649	-5 146	12 037

Catégorie de titres	Nombre	Valeur nominale	Capital
1. Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	2 516 990	1 €	2 516 990 €
2. Actions ou parts émises pendant l'exercice	0	1 €	0 €
3. Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	2 516 990	1 €	2 516 990 €

Autres titres donnant accès au capital

Les Assemblées Générales des 3 mars 1998, 17 novembre 1999 et 21 juin 2001 ont autorisé le Conseil d'Administration à consentir en une ou plusieurs fois pendant une durée de cinq ans, soit jusqu'au 2 mars 2003, à certains salariés et dirigeants de la Société des options de souscription d'actions ouvrant droit à la souscription d'un maximum de 280.000 actions de la Société d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

L'Assemblée Générale du 26 septembre 2002 a autorisé le Conseil d'Administration à consentir en une ou plusieurs fois pendant une durée de 38 mois à certains salariés et dirigeants de la Société des options de souscription d'actions ouvrant droit à la souscription d'un maximum de 100.000 actions de la Société d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

Les assemblées ont délégué au Conseil d'administration le soin de déterminer les modalités d'attribution de ces options de souscription d'actions.

Le conseil d'administration du 10 octobre 2005, faisant usage de l'autorisation qui lui a été consentie aux termes de la douzième résolution de l'assemblée générale à caractère mixte des actionnaires en date du 29 septembre 2005, a décidé l'attribution d'un nombre total de 47 150 actions gratuites. Ces actions seront définitivement acquises les 10 octobre 2007. Le conseil d'administration du 11 juillet 2006 faisant usage de la même autorisation, a décidé l'attribution d'un nombre total de 21.000 actions gratuites. Ces actions seront définitivement acquises le 11 juillet 2008. Le conseil d'administration du 5 février 2007 faisant usage de la même autorisation, a décidé l'attribution d'un nombre total de 6 850 actions gratuites.

Les stocks options restant à exercer sont au nombre de 6 019. Elles ont été accordées par le conseil d'administration du 5 décembre 2001. Sur ces stocks options, 2 833 expirent le 4/12/2011 et 3 186 le 27/02/2013.

3. Provisions inscrites au bilan

RUBRIQUES	Ouverture	Dotation	Reprise (prov. Utilisée)	Reprise (prov. Non utilisée)	Clôture
- Avances sur royalties	1 375 591	126 456			1 502 047
- Litiges principalement commerciaux	19 341				19 341
- Pertes de change	158 872		-131 654		27 218
- Autres	42 139				42 139
- Restructuration		675 234			675 234
Total Provisions pour risques et charges	1 595 943	801 690	-131 654	0	2 265 979
- Immobilisations financières	4 943 688				4 943 688
- Immobilisations incorporelles	312 153				312 153
- Stock	861 222	130 459	-62 383		929 298
- Clients	676 962	114 468	-9 642		781 788
- Autres créances	3 431 672	2 840 000			6 271 672
- Valeurs mobilières de placement	0				0
Total provisions pour dépréciations	10 225 697	3 084 927	-72 025	0	13 238 599
TOTAL PROVISIONS	11 821 640	3 886 617	-203 679	0	15 504 578

- La provision pour avances sur royalties concerne des minimums garantis qui ne sont pas susceptibles d'être récupérés.
- Les litiges concernent principalement des litiges commerciaux.
- La dotation et la reprise de perte de change concernent principalement le dollar américain.
- Les autres provisions sont relatives à des provisions sur des charges liées au personnel.
- La provision pour restructuration a été constituée dans le cadre de la réorganisation en cours pour couvrir les coûts associés.
- La dépréciation sur immobilisation financières concerne les titres de participation Emme Deutschland, Wings, SPEB, MédiAmix, à hauteur des situations nettes négatives des filiales.
- La dotation sur dépréciation des stocks concerne à la fois des produits semis-finis et des produits finis non vendables ;
- Les dépréciations sur les autres créances concernent à l'ouverture les comptes courants et créances rattachées aux participations Emme Deutschland, Wings, Speb. Une dotation complémentaire de 2 840 K€ a été passée sur l'exercice sur le compte courant de Emme Deutschland. Les dépréciations se sont appuyées sur les faibles capacités de remboursement de leurs dettes par les filiales.

4. Etat des échéances des créances et des dettes

RUBRIQUES	Montant brut	A 1 an au plus	A + plus d'un an
Créances rattachées à des participations	2 813 466		2 813 466
Autres immobilisations financières	121 418		121 418
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 934 884	0	2 934 884
Créances clients	3 415 195	3 415 195	
Autres	14 962 079	14 962 079	
TOTAL ACTIF CIRCULANT	18 377 274	18 377 274	0
Charges constatées d' avance (1)	2 488 296	2 488 296	
TOTAL GENERAL	23 800 454	20 865 570	2 934 884

(1) L'apurement des royalties constatées d'avance est fonction des ventes futures; celles-ci pour une part non évaluable, sont à échéance à plus d'un an.

Les autres créances sont principalement constituées des comptes courants avec les filiales et la société mère Avanquest software pour un montant brut de 13 134 K€, de créances sur l'Etat pour un montant de 1 231 K€ et d'avoirs à recevoir ou de fournisseurs débiteurs pour un montant de 573 K€.

RUBRIQUES	Montant brut	A 1an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées auprès des étabt cdt	366 854	143 161	223 693	
Groupe et associés	745 955	745 955		
Fournisseurs et comptes rattachés	4 335 801	4 335 801		
Dettes fiscales et sociales	331 210	331 210		
Autres dettes	3 837 729	3 837 729		
Produits constatés d'avance	148 103	148 103		
TOTAL GENERAL	9 765 652	9 541 959	223 693	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	137 259			

Les autres dettes sont constituées principalement par des remises contractuelles à accorder pour un montant de 1 268 K€, des avoirs à établir pour 716 K€, de clients créditeurs pour 1 727 K€ et des subventions remboursables pour 110 K€.

5. Trésorerie

TRESORERIE ACTIF	31.03.2009	31.03.2008
Sicav monétaires	662 135	2 010 845
Disponibilités	212 423	540 164
Actions propres		
Provision sur actions propres		
	874 558	2 551 009
TRESORERIE PASSIF	31.03.2009	31.03.2008
Intérêts courus à payer		
Concours bancaires courants		
	0	0

Les plus-values latentes sur les Sicav monétaires sont de 2 006 € au 31 mars 2009. Les Sicav monétaires sont liquides et à faible volatilité.

6. Charges à payer

Emprunts et dettes assimilées	735
Fournisseurs et comptes rattachés	1 300 437
Dettes fiscales et sociales	146 595
Autres dettes *	1 984 973
TOTAL	3 432 740

* Dont 1 843 K€ au titre des remises contractuelles et des avoirs sur retour à accorder.

7. Produits à recevoir

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR
INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN

Créances	
-Clients et comptes rattachés	33 489
-Autres	353 591
TOTAL	387 080

8. Charges et produits constatés d'avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges et produits d'exploitation	2 488 296	148 103
TOTAL	2 488 296	148 103

Les charges constatées d'avance sont principalement constituées de minimums garantis sur royalties pour 2 456 K€. D'autre part, le montant des royalties portés en produits constatés d'avance s'élève à 148 K€.

9. Comptes de régularisation

RUBRIQUES	31.03.2009	31.03.2008
Ecart de conversion actif	27 218	158 872
Ecart de conversion passif	2 263	14 048

10. Crédit-bail

La société n'a plus d'échéance de crédit bail à payer sur l'exercice suivant.

D. NOTES SUR LE RESULTAT

11. Chiffre d'affaires et autres produits

ANALYSE PAR NATURE

RUBRIQUES	Exercice clos le 31/03/2009 (12 mois)	Exercice clos le 31/03/2008 (12 mois)
Ventes de CD ROM		
France	7 545 016	8 497 464
Union Européenne	210 577	57 592
Autres pays Export	366 895	278 419
Total Ventes CD ROM	8 122 488	8 833 475
Ventes Licences France	446 857	513 967
Ventes licences Export	355 723	608 309
Autres ventes	700 602	1 317 472
Total Chiffre d'affaires	9 625 671	11 273 223
Autres produits		
Reprises sur amortissements et provisions	72 025	615 868
Transferts de charges	13 574	20 672
Autres produits	25 341	1 301
Total Produits d'exploitation	9 736 611	11 911 064

12. Charges externes

DETAIL DES ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES

RUBRIQUES	Exercice clos le 31.03.2009	Exercice clos le 31.03.2008
Achats de marchandises et variation de stocks	2 346 067	2 118 715
Sous-traitance	3 512 720	2 397 081
Locations & entretien/maintenance	430 796	526 174
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	121 243	302 757
Autres charges d'exploitation	2 478 394	2 715 067
TOTAL DES ACHATS ET AUTRES CHARGES EXTERNES	8 889 220	8 059 794

13. Résultat financier

RUBRIQUES	Exercice clos le 31.03.2009 (12 mois)	Exercice clos le 31.03.2008 (12 mois)
Intérêts et autres produits financiers	621 251	358 521
Dividendes reçus de participations		3 305 187
Reprises sur provisions	131 654	
Gains de change	34 976	4 398
PRODUITS FINANCIERS	787 881	3 668 106
Intérêts et autres charges financières	-40 400	-411 231
Dotations aux provisions	-2 840 000	-8 475 674
Pertes de change	-105 293	-39 687
CHARGES FINANCIERES	-2 985 693	-8 926 592
RESULTAT FINANCIER	-2 197 812	-5 258 486

La dotation aux provisions concerne le compte courant Emme Deutschland, dont la valeur brute de 6 149 K€ est provisionnée à la clôture à hauteur de 5 840 K€.

14. Résultat exceptionnel

RUBRIQUES	Exercice clos le 31.03.2009 (12 mois)	Exercice clos le 31.03.2008 (12 mois)
Produits exceptionnels divers	8 539	
Produits exceptionnels sur opérations en capital	0	32 967
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	0
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 539	32 967
Charges exceptionnelles diverses	-299 499	-90 204
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-1 855	-1
Dotations aux amortissements et provisions	-805 693	-332 902
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-1 107 048	-423 107
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 098 509	-390 140

Les charges exceptionnelles sont constituées essentiellement par des coûts de départ du personnel et les dotations aux provisions par des coûts liés à la restructuration engagée.

E. AUTRES INFORMATIONS

15. Rémunérations allouées par la société aux mandataires sociaux

Le montant indiqué correspond au montant comptabilisé dans les comptes de Emme SA au 31 mars 2009 et au montant versés au 31 mars 2008.

CATEGORIES	Exercice clos le 31/03/2009 (12 mois)	Exercice clos le 31/03/2008 (12 mois)
Organe de direction		21 908
TOTAL	0	21 908

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS CONSENTIES AUX MANDATAIRES SOCIAUX	Nombre d'actions attribuées / souscrites	Prix en euro
---	--	-----------------

Néant

16. Engagements financiers

Engagements financiers reçus : néant

Engagements financiers donnés :

ENGAGEMENTS FINANCIERS DONNES	31.03.2009	31.03.2008
Nantissement hypothèques et sûretés réelles		
Autres engagements donnés	30	67
TOTAL	30	67

1 371 097 actions Emme ont été nanties au profit de banques.

Les autres engagements financiers donnés sont :

Garantie financière donnée par Emme pour les achats effectués par Educinvest chez Interforum pour un encours de 30 K€ annuels pour les éditeurs VUEF et Nathan, et ce jusqu'au 31 décembre 2009.

Les engagements hors bilan font l'objet d'un suivi spécifique assuré par la Direction Financière. Le cas échéant, les opérations de couverture sont initiées par le Directeur Financier.

La présentation des engagements hors bilan dans ce document n'omet pas l'existence d'un engagement hors-bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

17. Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

ELEMENTS ENTRAINANT UNE CHARGE FISCALE FUTURE	(en K€)
Provisions réglementées	Néant
Charges différées	Néant

ELEMENTS ENTRAINANT UN ALLEGEMENT DE LA CHARGE FISCALE FUTURE	(en K€)
Reports déficitaires (y.c. amortissements différés)	23 733
Moins-values à long terme	1 311
Provisions et charges à payer non déduites fiscalement	41
Total	25 085

Le report déficitaire indiqué dans ce tableau correspond aux déficits reportables tels qu'ils seraient si la société était imposée séparément.

18. Filiales et participations (en K€)

Filiales et participations Données sociales locales au 31/03/09 (en K€)	Capital	Capitaux Propres autres que le capital y.c Rt	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable brute des titres détenus	Valeur comptable nette des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avais donnés par la société	CA HT du dernier exercice écoulé **	Résultat net du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
Global Soft Production Ltd	118	1 350	100%	6 730	6 730	-	-	11 076	1 391	-	
Anten Web & Multimédia	23	205	100%	270	270	-	-	371	2	-	
Société de Participation Emme Belgique Emme Deutschland -ex BMS Modern Games Gmbh	62	-102	100%	62		2 685	-	0	-2	-	
Wings	77	-7 894	100%	2 474	37	6 691		3 861	-538		
Educinvest	153	-411	100%	150		85	-		-3	-	
Société de Participation Emme Italie	50	-419	100%	50	50			1 103	-397		
			100%	10							

Les prêts et avances consentis à la SPEB ont été dépréciés à hauteur de 2 618 K€.

Les prêts et avances consentis à Emme Deutschland ont été dépréciés à hauteur de 5 840 K€

Les prêts et avances consentis à Wings ont été dépréciés à hauteur de 85 K€

19. Eléments concernant les entreprises liées et les participations

Les entreprises liées concernent depuis cet exercice les sociétés du Groupe Avanquest Software.

ELEMENTS CONCERNANTS LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

RUBRIQUES	31.03.2009 (12 mois)	31.03.2008 (12 mois)
Participations (brut)	9 758 146	9 721 225
Prêts (brut)	2 813 466	2 813 466
Créances clients	1 375 995	3 906 103
Autres créances (brut)	13 134 262	9 519 908
Charges constatées d'avance	0	45 475
Capital souscrit non versé		
Dettes fournisseurs	-1 591 536	-624 596
Autres dettes	-745 955	-211 566
Produits constatés d'avance	-147 755	-173 143
Total des postes de bilan	24 596 624	24 996 872
Produits de participation	0	3 305 186
Autres produits financiers	588 706	327 958
Charges financières	-19 137	-363 000
Total des charges et produits financiers	569 569	3 270 144

20. Intégration fiscale

Depuis le 1er avril 2008, la société Emme fait partie du Groupe d'Intégration fiscale Avanquest Software. Avanquest Software, tête de groupe d'intégration fiscale, supporte personnellement et définitivement l'impôt sur les sociétés afférent aux bénéfices et aux plus-values réalisés par les filiales, de même que les éventuelles contributions additionnelles et la contribution sociale assises sur l'impôt sur les sociétés.

21. Effectif moyen

EFFECTIFS	Exercice clos le 31/03/2009	Exercice clos le 31/03/2008
Cadres	15	25
Agents de maîtrise techniciens et employés	3	14
TOTAL	18	39

Le total des heures de DIF (droit individuel à la formation) acquis par les salariés présents au 31 mars 2009 (période fin décembre 2008) est de 1 088 h. Un salarié a bénéficié de ces heures au cours de l'exercice 2008/2009.

22. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Absence d'événement postérieur à la clôture.

3.4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2009

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2009, sur :

le contrôle des comptes annuels de la société EMME, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
la justification de nos appréciations,
les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

Le contexte économique actuel entraîne pour les entreprises un manque de visibilité sur le futur, notamment au plan de leur activité. Ce contexte décrit au § 1 de l'annexe crée des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

C'est dans ce contexte que nous avons procédé à nos propres appréciations que nous portons à votre connaissance, en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce.

Votre société constitue une provision pour dépréciation des titres de participation et des créances rattachées lorsque leur valeur d'utilité est inférieure à leur valeur comptable, tel que cela est décrit dans les notes 4 et 19 de l'annexe. Dans ce cadre elle a procédé à un complément de dépréciation sur les comptes courants de certaines filiales à hauteur de 2,8 millions d'euros ainsi qu'il est exposé au paragraphe 19 de l'annexe.

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par votre société pour estimer la valeur de ces actifs sur la base des éléments disponibles à ce jour. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues, des évaluations qui en résultent et des dépréciations constatées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;

la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion

Paris, le 28 juillet 2009
Les Commissaires aux Comptes

RSM RSA

APLITEC

Frédéric BEAUJARD

Pierre LAOT

4. RAPPORT DE GESTION

4.1. Rapport de gestion sur les activités de la Société au cours de l'exercice clos le 31 mars 2009

Nous vous rappelons que le présent rapport qui porte sur les comptes sociaux, ainsi que celui des commissaires aux comptes, ont été mis à votre disposition dans les conditions légales et réglementaires.

a. Situation de la Société et activité au cours de l'exercice

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice social s'est élevé à 9.625.671 euros, dont 1.194.431 euros à l'exportation. Le chiffre d'affaires de l'exercice précédent s'est élevé à 11.273.223 euros.

Compte tenu du transfert de charges d'exploitation, de reprises sur amortissements et provisions pour 85.599 € et d'autres produits pour 25.341 euros, le total des produits d'exploitation s'est élevé à 9.736.611 euros, contre 11.911.064 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008.

Les charges d'exploitation de l'exercice social se sont élevées à 11.586.386 euros contre 15.083.721 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008.

L'évolution des différents postes se décompose de la manière suivante :

- les achats de marchandises se sont élevés à 1.676.853 euros, contre 2.306.310 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008;
- la variation de stock s'est élevée à 669.214 euros, contre -187.896 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008;
- les autres achats et charges externes se sont élevés à 6.543.153 euros, contre 5.941.079 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008;
- les impôts, taxes et versements assimilés se sont élevés à 50.633 euros, contre 179.736 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008;
- les salaires et traitements se sont élevés à 634.333 euros, contre 1.622.007 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008;
- les charges sociales se sont élevées à 312.230 euros, contre 599.960 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008;
- les dotations aux amortissements sur immobilisations se sont élevées à 334.616 euros, contre 593.535 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008. Ce montant comprend pour 289.703 euros les amortissements des frais de production immobilisés ;
- les dotations aux provisions sur actif circulant se sont élevées à 114.468 euros, contre 776.265 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008;
- les dotations aux provisions pour risques et charges se sont élevées à 126.456 euros, contre 1.519.706 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008; Elles concernent pour 126.456 euros des provisions sur avances sur royalties ;
- les autres charges (principalement royalties et droits d'auteurs) se sont élevées à 1.124.430 euros, contre 1.732.718 euros pour l'exercice clos le 31 mars 2008.

b. Résultats de l'activité de l'exercice

Le résultat d'exploitation pour l'exercice clos le 31 mars 2009 s'est établi à – 1.849.775 euros. Le résultat d'exploitation a été impacté négativement par un ralentissement de l'activité lié au marché retail en recul, et ceci malgré une forte réorganisation opérationnelle de la société.

Le résultat financier de l'exercice s'est établi à -2.197.812 euros. Il comprend une dépréciation de 2.840.000 € sur le compte courant de Emme Deutschland.

Le résultat exceptionnel de l'exercice s'établit à – 1.098.509 €. Il est constitué essentiellement par des coûts liés à la restructuration.

Compte tenu de ces éléments, le résultat net de la Société s'est établi à – 5.146.096 euros.

c. Description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée

L'analyse des risques de la société Emme conduit aux constats suivants :

- Risques juridiques :
 - les produits réalisés par Emme bénéficient des lois sur la protection intellectuelle et sur les copyrights, tant en France qu'à l'étranger.
 - La société n'a pas à faire face à ce jour à des litiges qui pourraient avoir une incidence significative sur sa situation financière.
- Risques industriels et environnementaux : l'activité d'édition de Emme n'est soumise ni à des risques industriels, ni sujette à entraîner des risques pour l'environnement.
- Risques de marchés (taux et change) : l'endettement réduit de Emme entraîne une faible exposition au risque de taux. L'exposition de la société au risque de change est essentiellement lié aux flux d'exploitation réalisés en dollar américain et en livre Sterling. Les fluctuations de cours n'ont cependant pas eu d'impact significatif sur la situation financière de la société du fait d'un volume limité d'affaires réalisé sur ces devises.
- Risques de liquidité : la trésorerie disponible alliée à un endettement réduit permettent à la société de faire face aux éventuels besoins liés à son exploitation.

L'assurance et la couverture des risques sont assurées par la souscription de polices d'assurances.

Chaque filiale est couverte s'agissant notamment des risques de dommage aux biens, sur les véhicules et adapte et gère ses couvertures locales en fonction de la spécificité de chaque pays.

d. Activités des filiales

Nous vous rappelons que la Société détient les participations suivantes :

- *100% du capital social de la société ASP UK Lt (ex-GSP Ltd),*
- *100% du capital social de la société ANTEN,*
- *100% du capital social de la société SPEB,*
- *100% du capital social de la société SPEI,*
- *100% du capital social de la société Wings.*
- *100% du capital de la société Emme Deutschland – ex. BMS Modern Games GmbH*
- *100% du capital de la société Educinvest SAS.*

ASP UK Ltd, société d'édition multimédia basée en Grande-Bretagne, a été acquise le 7 avril 2000 à hauteur de 100% des actions pour 6.729.555 euros.

ANTEN, web & multimédia agency basée à Montpellier, a été acquise fin juin 2000 à hauteur de 100% des actions pour 15.245 euros. Une augmentation de capital pour 88.420 euros a été entièrement souscrite par Emme en juillet 2000. Des compléments de prix de 72.246 euros, 45.826 euros et 48.082 euros ont été payé respectivement en juillet 2001, en octobre 2002 et en août 2004. L'investissement total s'élève au 31 mars 2005 à 269.819 euros.

SPEB a été créée en 1998. Elle n'a qu'une activité de holding et porte les titres Mediamix. Mediamix, filiale de SPEB a été acquise durant l'exercice 1998 à hauteur de 54,9% des actions pour 446 206 euros. Au cours de l'exercice 2002-2003, la société SPEB a porté son pourcentage de participation dans le capital de Mediamix à 97,94 % par le biais d'une augmentation de capital de 800 573 euros et de rachat de titres auprès des minoritaires en avril 2002 et juillet 2002 pour des montants respectifs de 247 894 euros et 198.395 euros. En juillet 2003, la société SPEB a acquis pour 8.000 euros les 141 actions Mediamix non encore détenues par elle, portant ainsi sa participation dans Mediamix à 100%. Les coûts d'acquisition de ces titres se sont montés à 12.720 euros.

SPEI a été créée en 1999 et n'a pas d'activité.

Wings, société espagnole de distribution, est contrôlée depuis octobre 2001 par EMME SA qui détient 100 % de son capital. Cette prise de contrôle s'est effectuée par le biais d'une augmentation de capital souscrite par EMME SA pour un montant de 150.000 euros et un rachat de 30% des intérêts minoritaires pour 3 €.

Emme Deutschland, ex-Modern Games, société d'édition multimédia basée en Allemagne, est contrôlée depuis octobre 2002 par EMME SA qui détient au 31 mars 2007 74,13 % de son capital. Cette prise de contrôle s'est effectuée par le biais du rachat de titres auprès du liquidateur de la société Cryo, des actionnaires minoritaires et d'une augmentation de capital pour un montant total de 2.269.256 euros. Les coûts d'acquisitions de ces titres, de 167.201 euros, ont été intégrés à la valeur des titres sur l'exercice clos le 31 mars 2006, selon l'application des nouvelles règles comptables. Sur l'exercice 2008/2009, Emme a racheté les 25.87 % de minoritaires pour 37 K€ .La valeur totale des titres a donc été portée à 2.473.676 euros.

La société EMME a racheté à la barre du tribunal de Commerce le fonds de commerce de la société JERIKO le 3 août 2004. Ce fonds a été racheté pour 50.000 euros et apporté à une nouvelle filiale, EDUCINVEST, dont le capital de 50.000 euros est intégralement détenu par EMME SA. Ce montant de 50.000 euros a été ventilé entre 1.000 euros d'immobilisations corporelles et 49.000 euros d'immobilisations incorporelles. Les stocks ont été acquis en sus pour une valeur de 25.000 euros.

Aucune de ces sociétés ne détient de participation dans le capital de la Société.

e. Evolution prévisible de la situation de la Société et perspectives d'avenir

Sur l'exercice, la société a poursuivi le profond travail de réorganisation et de rationalisation, portant à la fois sur les équipes, les gammes produits, les canaux de distribution et les sites afin de créer les conditions d'une croissance rentable lors des exercices futurs. L'année 2009/2010 devrait donc être marquée par une amélioration du résultat opérationnel.

f. Activité en matière de recherche et de développement

La Société n'a, à ce jour, aucune activité de recherche et développement.

g. Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société

Conséquences environnementales :

L'activité d'édition de logiciels de loisirs ne mettant en jeu aucun processus de production industriel, ne constitue pas une agression de l'environnement.

Conséquences sociales :

Informations sociales relatives à l'exercice

Informations concernant l'effectif

Effectif total (<i>moyenne annuelle</i>) :	18
Embauches (<i>moyenne annuelle</i>):	
- embauches de CDI :	0
- embauches de CDD :	0
Difficultés éventuelles de recrutement :	aucune

Informations sociales relatives à l'exercice	
Motif des licenciements pour :	
- cause réelle et sérieuse :	2
- économique :	5
- faute grave :	0
- faute lourde :	0
- suivis de transaction :	2
Heures supplémentaires	aucune
Main d'œuvre extérieure à la Société	Recours au travail intérimaire : oui
Informations relatives au plan de réduction des effectifs et de sauvegarde de l'emploi :	
- effort de reclassement :	N/A
- réembauches et mesures d'accompagnement :	0
Informations relatives au temps de travail	
Organisation du temps de travail :	
- nombre de salariés à temps plein :	14
- nombre de salariés à temps partiel :	1
Durée du travail pour les salariés :	
- à temps plein :	35 heures
- à temps partiel :	17 heures
Motifs et durée de l'absentéisme (en jours) :	
- maladie :	45
- accident du travail et trajet :	0
- maternité :	135
- congés autorisés (événements familiaux, congés formation) :	379 (congé parental), 19 (formation), 3 (événements familial)
- autres causes (injustifiées et congé sans solde) :	0
Relations professionnelles et bilans des accords collectifs :	Sans objet
Conditions d'hygiène et de sécurité :	
- existence ou non de risques majeurs :	non
- fréquence des réunions du CHSCT :	sans objet
- taux d'accident du travail :	1.25
Formation :	
- budget formation, en ce compris les salaires :	1,9% de la masse salariale
- nombre de salariés ayant bénéficié d'une formation durant l'exercice	3
Emploi et insertion des travailleurs handicapés :	Néant
Rémunération brut de l'exercice	La rémunération brute de l'exercice s'est élevée à 633 333 euros contre 1 622 007 euros pour l'exercice précédent.
Charges sociales	Le montant des charges sociales s'est élevé à 327 173 contre 763 865 euros pour l'exercice précédent.
Œuvres sociales :	La société a versé au titre du Plan d'Épargne Entreprise un abondement pour 2 595 euros.

h. Événements importants survenus depuis la date de clôture de l'exercice

Absence d'événements importants

i. Participation des salariés - Option de souscription d'actions

Etat de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice

Au dernier jour de l'exercice, la participation des salariés de la Société, calculée conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, était de 0 %.

Options de souscription d'actions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, votre conseil d'administration vous informe, dans son rapport spécial, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce concernant les options de souscription ou d'achat d'actions.

Actions gratuites

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, votre conseil d'administration vous informe, dans son rapport spécial, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 du Code de commerce concernant l'attribution des actions gratuites.

j. Répartition du capital social

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit Code, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires détenant plus de 5 % du capital au 31 Mars 2009:

Avanquest Software : 97.54%

k. Modifications intervenues au cours de l'exercice dans la composition du capital

Néant

l. Opérations de rachat ou de revente par la société de ses propres actions

Vous trouverez ci-après les informations requises aux termes de l'article L 225-211 du Code de commerce concernant les opérations intervenues au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 :

La société n'a pas pratiqué d'opération de rachat ou de revente de ses propres actions durant l'exercice écoulé.

m. Dividendes versés au titre des trois exercices précédents et l'avoir fiscal correspondant (art. 243 Bis CGI)

La Société n'a versé aucun dividende au cours des trois derniers exercices.

n. Exposé de l'endettement de la société

Le ratio d'endettement financier (dettes financières / capitaux propres) s'élève à 9,2 %.

Le total des dettes financières au 31 mars 2009 s'élève à 1.112.809 €.

Le montant des charges d'intérêts est de 35.589 €.

o. Informations diverses

En application de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, vous voudrez bien approuver le montant des dépenses somptuaires et charges non déductibles visées à l'article 39-4 de ce code, s'élevant à 12 332 euros et donnant lieu à un impôt théorique de 4.513 euros au titre de l'exercice.

p. Rapport du président

Vous trouverez en annexe A au présent rapport, le rapport établi par le président du conseil d'administration en application des dispositions de l'article L 225-37 du Code de commerce. Ce rapport rend compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil ainsi que des

procédures de contrôle interne mises en place par la Société. Vous entendrez la lecture du rapport du commissaire aux comptes sur le rapport du président.

q. Tableau des résultats

Vous trouverez en annexe B au présent rapport le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

r. Tableau et rapport sur les délégations en matière d'augmentation de capital

Conformément aux dispositions légales, vous trouverez en annexe C au présent rapport le tableau sur les délégations en matière d'augmentation de capital.

2. AFFECTATION DES RESULTATS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2009 font apparaître un déficit d'un montant de – 5.146.096 euros que nous vous proposons d'affecter ainsi qu'il suit :

- à hauteur de -5 146 096 euros au compte de report à nouveau.

3. CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L 225-38 DU CODE DE COMMERCE

Vous allez entendre la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de Commerce.

4. INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX

Conformément aux dispositions de l'article L 225-102-1 du Code de commerce, nous vous rendons compte ci-après de la rémunération totale et des avantages de toute nature versés durant l'exercice écoulé à chaque mandataire social, tant par la Société que par des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L 233-16 du Code de commerce :

Rémunérations brutes dues au titre de 2008/09

Données en €	Part fixe	Part Variable	Avantages en nature	Jetons de présence	Total
Bruno Vanryb	313 711	2 665	8 367	4 000	328 743
Roger Politis	313 711	2 665	6 861	4 000	327 237
Robert Raiola	32 499	15 000	567		48 066
Fabrice Le Camus	101 700	1 509	2 556		105 765
Jean Guetta	548 395		281 998	7 000	837 393

Rémunérations brutes dues au titre de 2007/2008

Données en €	Part fixe	Part Variable	Avantages en nature	Jetons de présence	Total
Bruno Vanryb *	391 224	27 450	9 585	4 000	432 259
Roger Politis *	391 224	27 450	7 724	4 000	430 398
Olivier Wright	132 417		1 302		133 719
Jean Guetta	93 936		90 696		184 632
David Needham				7 000	7 000

* rémunérations indiquées sur 15 mois, durée de l'exercice social de la société Avanquest Software dont ces personnes sont salariées

Aucune de ces rémunérations n'a été versée par la société Emme.

Par ailleurs, vous trouverez ci-après la liste des mandats et fonctions exercés par ces mandataires sociaux dans toute société durant l'exercice écoulé :

Membres	Qualité	Autres mandats
Jean GUETTA	Président Directeur Général	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Président</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ SPEI ○ GSP Ltd • <i>Administrateur</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ ZLIO S.A. ○ Mediamix ○ Net2one • <i>Membre du conseil de surveillance</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Banexi Ventures Partners S.A. ○ Eptica S.A.
Bruno Vanryb	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Directeur Général</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avanquest Software S.A • <i>Président du conseil d'administration</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avanquest France S.A • <i>Président du conseil d'administration</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avanquest UK Ltd ○ Avanquest Software USA, Inc. ○ Avanquest North America, Inc. ○ Avanquest Italia Srl ○ Avanquest ○ Ibérica S.L ○ Avanquest America Inc. ○ BVRP UK Ltd ○ Mediagold UK Ltd

		<ul style="list-style-type: none"> ○ IMR UK Ltd • <i>Administrateur</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ The Creative Factory S.A ○ MCI Group Holding S.
Roger Politis	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Directeur Général Délégué</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avanquest Software S.A • <i>Administrateur</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avanquest France S.A • <i>Administrateur</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avanquest UK Ltd ○ Avanquest Software USA Inc. ○ Avanquest North America, Inc. ○ BVRP UK Ltd • <i>Executive Vice President</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avanquest Software USA Inc.
Robert Raiola	Directeur Général	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Directeur Général</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Avanquest France S.A • <i>Président</i> : <ul style="list-style-type: none"> ○ Educinvest
Thierry Bonnefoi Représentant permanent d'Avanquest Software	Administrateur	<ul style="list-style-type: none"> •

Le Conseil d'administration

ANNEXE A

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

RAPPORT SPECIAL
RENDANT COMPTE DES CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
AINSI QUE DES PROCEDURES DE CONTROLE INTERNE
MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE

En application des dispositions de l'article L 225-37 du Code de commerce, le président du conseil d'administration de la Société a établi le présent rapport relatif (i) aux conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil, (ii) aux procédures de contrôle interne mises en place par la Société et (iii) aux éventuelles limitations apportées par le conseil aux pouvoirs du directeur général.

A – GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

- **Rôle et composition du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

En outre, le Conseil d'Administration exerce les pouvoirs spéciaux qui lui sont conférés par la loi.

Pendant la durée de son mandat chaque administrateur doit être propriétaire d'au moins une action de la société.

Si, au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si, en cours de mandat, il cesse d'en être propriétaire, il est d'office réputé démissionnaire s'il n'a pas régularisé sa situation dans le délai de trois mois.

<i>Identité</i>	DATE DE NOMINATION	DATE D'ECHEANCE DU MANDAT AGO SUR COMPTES
Jean Guetta (président directeur général)	27.09.2006	31.03.2012
Monsieur Bruno Vanryb, Administrateur,	25/09/2007	31.03.2013
Monsieur Roger Politis, Administrateur	25/09/2007	31.03.2013
Avanquest Software SA, Administrateur,	25/09/2007	31.03.2013
Monsieur Robert Raiola, Directeur Général	19/12/2008	31.03.2013

- **Présidence du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui doit être une personne physique. Il détermine la durée de ses fonctions, qui ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur, et peut le révoquer à tout moment. Le conseil fixe sa rémunération. Le président organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission. Le Président du Conseil ne peut être âgé de plus de 70 ans. Si le Président atteint cette limite d'âge au cours de son mandat de président, il est réputé démissionnaire d'office. Son mandat se prolonge cependant jusqu'à la réunion la plus prochaine du conseil d'administration au cours de laquelle son successeur sera nommé. Sous réserve de cette disposition, le Président du Conseil est toujours rééligible.

Le conseil d'administration du 18 juin 2007 a confirmé le mandat de Président du Conseil d'Administration de Jean Guetta. Ainsi, la durée de son mandat d'administrateur est maintenue jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012.

- **Règlement intérieur du conseil d'administration**

Il n'existe pas de règlement intérieur du Conseil d'Administration.

- **Réunions du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Les administrateurs sont convoqués aux séances du conseil par le Président. La convocation peut être faite par tous moyens, par écrit ou oralement. Le directeur général peut également demander au président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé. De plus, les administrateurs représentant au moins un tiers des membres du conseil peuvent valablement convoquer le Conseil. En ce cas, ils doivent indiquer l'ordre du jour de la séance.

Les réunions du Conseil ont lieu soit au siège social soit en tout autre endroit en France ou hors de France. Pour la validité des délibérations du Conseil, le nombre des membres présents doit être au moins égal à la moitié des membres.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Il est précisé que toute décision d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions à un administrateur titulaire d'un contrat de travail, au Président ou au Directeur Général Délégué de la société, dans le cadre d'une autorisation consentie par l'assemblée générale extraordinaire conformément aux dispositions des articles L 225-177 et suivants du Code de Commerce sera prise à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés, l'administrateur intéressé, ainsi que tout autre administrateur susceptible de se voir consentir des options de souscription ou d'achat d'actions, ne pouvant prendre part au vote.

Chaque administrateur reçoit les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et de son mandat et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

Au cours de l'exercice 2008/2009 le Conseil d'Administration s'est réuni 2 fois.

- **Participation des Actionnaires aux Assemblées Générales**

Les assemblées générales sont convoquées et réunies dans les conditions fixées par la loi et précisées à l'article 19 des Statuts de la société.

- **Direction Générale**

Le Conseil d'Administration du 19 décembre 2008 a, suite à la démission de Monsieur Fabrice Le Camus de ses fonctions de Directeur général, nommé Monsieur Robert Raiola à ce poste.

Monsieur Robert Raiola a ainsi été nommé comme Directeur Général de la société pour une durée de six ans. Le Conseil n'a pas apporté de limites particulières aux pouvoirs du Directeur Général.

Le Directeur Général est ainsi investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances, au nom de la Société.

Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

- **Comité de Direction**

Pour certains sujets spécifiques, tels que la politique éditoriale du Groupe, les dirigeants des filiales et du Groupe se réunissent trimestriellement en comité.

- **Rémunération des mandataires sociaux**

Les rémunérations des mandataires sociaux sont déterminées par le conseil d'administration qui les valide. La part fixe des rémunérations est déterminée en fonction des pratiques de marché et la part variable en fonction d'objectifs de chiffre d'affaires et de résultat.

B – CONTROLE INTERNE

- **Définition et objectif du contrôle interne**

Le contrôle interne est l'ensemble des systèmes de contrôle, établis par la Direction Générale, le management et les autres membres du personnel, pour donner une assurance raisonnable sur :

- La bonne gestion des opérations ;
- La fiabilité des informations financières ;
- La conformité aux lois et réglementations en vigueur ;
- La protection des actifs.

Un système de contrôle interne conçu pour répondre aux différents objectifs décrits ci-dessus ne donne pas cependant la certitude que les objectifs fixés seront atteints et ce en raison des limites inhérentes à toute procédure.

- **Organisation générale du contrôle interne**

Les acteurs :

- Le Conseil d'Administration a un rôle de contrôle et d'orientation.
- La Direction Générale est l'acteur principal de la mise en œuvre des principes et procédures de contrôle interne. Elle s'assure, avec le management et en relation avec les commissaires aux comptes de la société, de la mise en œuvre des procédures dans chaque domaine-clef d'activité. Pour toute décision touchant à la stratégie de l'entreprise (acquisition, désinvestissement, projet d'investissement significatif), la proposition de la direction générale est remise pour décision au conseil d'administration.
- Le directeur financier groupe est responsable de la qualité de l'information comptable et financière remontée par les filiales vers le groupe.
- Les responsables financiers des sociétés conduisent les travaux des équipes comptables et s'assurent de la qualité des informations comptables produites.

- **Procédures de contrôle interne**

Au sein de la société mère :

- La direction générale définit et veille à l'application des règles communes sur les questions commerciales, juridiques, comptables et fiscales.
- La direction financière du groupe est plus particulièrement chargée de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion et des flux d'information de gestion.
- L'élaboration des comptes consolidés se fait en interne à l'aide d'un logiciel spécifique.

Au niveau des filiales :

- Chaque filiale est organisée de manière à être autonome. Elle dispose donc de tous les services nécessaires à son activité, et en particulier d'un service comptable et financier.
- Un reporting de gestion formalisé est communiqué par les filiales à la maison mère. A cette occasion les dirigeants des filiales doivent rendre compte à la direction générale du groupe des éventuels écarts par rapport au budget.
- Chaque filiale est responsable pour la production de ses états financiers, le suivi de ses performances versus budget et pour la gestion de son BFR.

- **Gestion et prévention des risques**

Au-delà des risques de marché (risque de change, risque de taux d'intérêt, risque sur les actions et le risque de liquidité) et inhérents à toute société internationale cotée, les principaux facteurs de Emme sont des risques de propriété intellectuelle, des risques liés à la défectuosité d'un logiciel et aux dommages pouvant en découler.

Par ailleurs, le contexte économique actuel affecte l'ensemble de l'activité du groupe, et plus particulièrement certains pays comme la France, l'Espagne et l'Allemagne. Dans ces pays, le risque de baisse de chiffre d'affaire et de baisse de revenu est avéré. Des mesures de restructuration ont été prises pour y faire face.

La prévention des risques est une mission que chaque collaborateur de Emme doit assumer à son niveau.

- **Plan de progrès**

Le Groupe entend poursuivre ses travaux relatifs au contrôle interne au cours de l'exercice 2009/2010 notamment depuis sa prise de contrôle par Avanquest.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

ANNEXE B : TABLEAU DES RESULTATS SOCIAUX DES 5 DERNIERS EXERCICES

<i>(en euros)</i>	Exercice clos le 31.03.2005 (12 mois)	Exercice clos le 31.03.2006 (12 mois)	Exercice clos le 31.03.2007 (12 mois)	Exercice clos le 31.03.2008 (12 mois)	Exercice clos le 31.03.2009 (12 mois)
capital social	2 198 192	2 232 729	2 276 729	2 516 990	2 516 990
nombre d'actions	2 198 192	2 232 729	2 276 729	2 516 990	2 516 990
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires HT	14 315 365	17 015 584	15 818 384	11 273 223	9 625 671
Résultat avant impôts, participations et dotations/reprises aux amortissements et provisions	1 869 506	834 704	1 883 124	2 260 932	(1 128 542)
Impôt sur les bénéfices	(15 569)	(15 000)		(18 181)	0
Participation des salariés	0				0
Résultat après impôts, participations et dotations aux amortissements et provisions	587 990	301 168	1 296 261	(8 839 463)	(5 146 096)
Résultat distribué	0	0	0	0	0
Résultats par action					
Résultat après impôts, participations mais avant dotations aux amortissements et provisions	0.85	0.36	0.83	0.89	- 0.45
Résultat après impôts, participations et dotations aux amortissements et provisions	0.27	0.13	0.57	-3.51	-2.04
Dividende attribué à chaque action	0	0	0	0	0
Personnel					
Effectif moyen de l'exercice	41	42	45	39	18
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 591 494	2 197 220	2 287 649	1 622 007	634 333
Montant versés au titre des avantages sociaux	773 390	755 632	840 180	776 291	312 230

ANNEXE C

Tableau Récapitulatif des délégations en cours de validité

Date de l'autorisation	Date d'échéance de l'autorisation	Nature de l'autorisation	Montant de l'autorisation	Montant utilisé

4.2. Rapport de gestion du groupe sur les activités au cours de l'exercice clos le 31 mars 2009

A. SITUATION DU GROUPE ET ACTIVITE AU COURS DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes de l'exercice s'est élevé à 25.179 K€, contre 26.058 K€ pour l'exercice précédent.

Les coûts d'exploitation ont évolué de la façon suivante :

Poste	Montant 31/03/09	%/ Ca consolidé	Montant 31/03/08	%/ Ca consolidé
Royalties	-4.384	-17%	-4.966	-19%
Achats de matières premières et variation de stock	-10.064	-40%	-9.581	-37%
Sous-total 1	-14.448	-57%	-14.547	-56%
Charges de personnel (2)	-3.822	-15%	-6.342	-24%
Dépenses de publicité	-2.203	-9%	-2.990	-11%
Frais de transport et de déplacement	-459	-2%	-548	-2%
Sous-total (3)	-2.662	-11%	-3.538	-14%
Somme (1+2+3)	-20.932	-83%	-24.427	-94%
Autres charges d'exploitation	-3.282	-13%	-3.019	-12%
Variation nette des amortissements et provisions	-190	-1%	-3.195	-12%
Total charges d'exploitation	-24.404	-97%	-30.641	-118%

Les autres charges d'exploitation sont constituées pour 1 512 K€ par la facturation de prestations administratives et commerciales par des sociétés du Groupe Avanquest Software (0 K€ au 31 mars 2008).

Le résultat opérationnel courant s'établit à 952 K€ contre -4 465 K€ au 31 mars 2008.

B. RESULTATS DE L'ACTIVITE DE L'EXERCICE

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés au 31 mars 2009 du groupe EMME sont établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

Le référentiel appliqué est constitué des normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne au 31 mars 2009.

Le résultat opérationnel courant pour l'exercice écoulé s'est établi à 952 K€.

Les autres produits et charges opérationnels non courants ont été de –2 616 K€. Ils correspondent principalement :

- Aux coûts de restructuration dont 832 K€ pour la filiale allemande Emme Deutschland et 1 624 K€ pour la réorganisation française,
- Pour le reste, aux coûts exceptionnels engagés sur des litiges non commerciaux

Le résultat financier de l'exercice s'est établi à 211 K€. Un impôt sur les bénéfices a été constaté pour –448 K€.

Compte tenu de ces éléments, le résultat net des entreprises intégrées (équivalent au résultat net part du Groupe, en l'absence d'intérêts minoritaires) s'est établi à -1.901 K€, contre – 9.733K€ en 2007/2008.

C. COMPOSITION DU GROUPE

Nous vous rappelons que le Groupe est composé des sociétés suivantes :

- 100% du capital social de la société ASP UK Ltd (ex -GSP Ltd) (Edition & Distribution Multimédia),
- 100 % du capital social de la société Mediamix (Edition & Distribution Multimédia),
- 100% du capital social de la société ANTEN (Production Multimédia),
- 100% du capital social de la société SPEB (Autres activités),
- 100% du capital social de la société SPEI (Autres activités),
- 100% du capital social de la société GSP SARL (Autres activités),
- 100% du capital social de la société Wings (Edition & Distribution Multimédia),
- 100% du capital social de la société Emme Deutschland – ex Modern Games (Edition & Distribution Multimédia),
- 100% du capital social de la société Educinvest SAS (Edition & Distribution Multimédia).

Le chiffre d'affaires consolidé a été réalisé à hauteur de 10.295 K€ en France, 11.009 K€ au Royaume Uni, 3.845 K€ en Allemagne, 30 K€ dans le reste de l'Europe.

Le résultat opérationnel courant se répartit entre la France pour -1.692K€, le Royaume Uni pour + 2.037 K€, l'Allemagne pour 602 K€, le reste de l'Europe pour 5 K€.

D. EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DU GROUPE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Sur la période 2009/2010, de grandes restructurations de l'activité se sont poursuivies afin de réorganiser et de rationaliser les équipes, les gammes produits, les canaux de distribution et les sites en vue également de préparer la fusion définitive de EMME avec Avanquest. L'année 2008/2009 a été marquée par une amélioration du résultat opérationnel courant.

E. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant

F. ACTIVITE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Il est rappelé que le groupe n'a, à ce jour, aucune activité de recherche et développement.

Le Conseil d'administration

5. INFORMATION RELATIVE AUX HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, PREVUE PAR L'ARTICLE 221-1-2 DU REGLEMENT GENERAL DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS.

EXERCICE 2008/2009 (En K€)	Aplitec	RSA	TOTAL
<u>Audit</u>			
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés			
- Emetteur			
- Filiales intégrées globalement	75	26	140
Missions accessoires			
- Emetteur			
- Filiales intégrées globalement			
<u>Autres prestations le cas échéant</u>			
TOTAL	75	26	140